



LE ROLE DE L'INSTITUT SUPERIEUR DE DEVELOPPEMENT RURAL DANS LE DEVELOPPEMENT EN PROVINCE DE L'ITURI.



**Par CT Ir Patient ALEMA NYAWEZA
Expert en Aménagement des Ressources naturelles
Et de la biodiversité.**

INTRODUCTION

En RDC, les zones rurales forment la majeure partie du territoire national et hébergent, à elles seules, **près ou plus de 70 % de la population.** Mais cette majorité de la population ainsi que les milieux qui l'hébergent sont confrontés à d'énormes et **importants défis liés tant à la précarité et à la déliquescence des services de base qu'à la mauvaise gouvernance de manière générale, et particulièrement celle des ressources naturelles dont ils dépendent et à la dégradation des conditions de vie et de travail.**

Depuis 1977, la RDC dispose d'un **ministère gouvernemental entièrement dédié au développement rural,** avec pour **mission de** «

planifier et coordonner les interventions en milieu rural en vue d'améliorer les conditions de vie des masses paysannes et conduire ainsi à la stabilisation des populations rurales ».

Aperçu historique de la création et Rôles dévouées aux ISDR en RDC

En vue de matérialiser les ambitions conférées à ce jeune ministère, quatre instituts supérieurs de développement rural (ISDR) furent créés ou renforcés entre 1977 et 1982 **en vue de la mise à disposition des ressources humaines spécialisées dans l'accompagnement et la promotion des milieux ruraux** (CAIST 2015)
: **Bukavu** (Kivu), **Tshibashi** (Kasaï-

Occidental), **Mbeo** (Bandundu) et **Mbandaka** (Équateur).

Suite au succès de ces premières expériences, les ISDR se sont multipliés et déversent chaque année sur le marché des milliers de TDR (technicien en développement rural, appellation réservée aux ressortissants de l'ISDR), mais pour quels résultats ? Les données en notre possession renseignent qu'il existait en 2015, 39 ISDR publics à travers le pays, auxquels il faut ajouter des instituts privés et des extensions de certains d'entre eux dans d'autres territoires et provinces.

L'ISDR Bukavu a rapidement joué un rôle majeur dans le développement du Kivu par un

accompagnement ayant réussi en termes des ADR dans les milieux ruraux.

Le développement rural en RDC présente ainsi des réalités multiples et complexes. Par ailleurs, le pays compte parmi ceux qui jouissent d'abondantes ressources naturelles, mais aussi ceux dont la population est l'une des plus pauvres et des plus affamées de la planète. Que manque-t-il réellement à la RDC pour décoller et se lancer ainsi dans le processus du développement de son milieu rural clé de développement durable?

Les défis sont encore immenses dans les campagnes congolaises, : pauvreté croissante, misère, exode rural, enclavement, faim, sous-alimentation et malnutrition, analphabétisme, maladies, épidémies, délabrement et précarité des infrastructures de base, etc.

La province de l'Ituri en contexte

La province possède un contexte difficile et défavorable aux milieux ruraux, cependant ces derniers possèdent un potentiel immense qui pourrait être capitalisé pour le développement provincial (fourniture de matières premières et de la main-d'oeuvre pour d'autres secteurs, ressources naturelles, production de la nourriture, etc.).

Il sied par ailleurs de mentionner que la situation rurale de l'Ituri s'inscrit dans un contexte international, où l'agriculture a été très fortement délaissée pendant des décennies.

Il a fallu attendre l'avènement du XXI^e siècle

pour que les acteurs dominants considèrent à nouveau l'agriculture comme un secteur porteur de croissance, en mettant en avant sa multifonctionnalité, notamment sa capacité à réduire la faim et la pauvreté, à améliorer les moyens d'existence en milieu rural et à promouvoir un développement équitable et durable du point de vue environnemental, social et économique.

Le développement rural en Ituri : quels enjeux ?

Le développement rural présente un intérêt indéniable pour une province comme l'ITURI, où environ huit personnes sur dix résident en milieu rural et connaissent des défis importants pour leur survie en tant qu'espèce humaine.

Plusieurs raisons majeures à la fois socio-économico-politiques et éthiques militent en faveur de la priorisation du développement des milieux dits ruraux. En effet, ces milieux regorgent de la grande majorité des populations de la province. En délaissant ces populations tout en maintenant les disparités territoriales et les biais dans l'allocation des ressources et des investissements en leur défaveur, le pays tout entier est condamné à la stagnation, le développement étant d'abord et avant tout l'affaire d'une majorité devant jouir des retombées positives de changements connus.

Le développement rural en Ituri pourrait solutionner de nombreux problèmes: la pauvreté et les inégalités, la baisse de la

production agricole et l'insécurité alimentaire chronique, l'enclavement, la faible structuration rurale, etc.

Rôle de l'ISDR BUNIA pour contribuer au développement de la province.

Notons que **le développement rural** s'entend comme **un processus d'évolution, de changement et de transformation positive des structures socio-économico-politiques et culturelles** en vue d'une amélioration maîtrisée des conditions de vie des populations d'une société rurale. Cela implique que ces populations deviennent **aptes à satisfaire d'elles-mêmes leurs besoins fondamentaux :**

physiologiques, de sécurité, sociaux, de personnalité.

Les différents aspects (mentalités, modes de vie et de pensée, revenu, techniques de production, habitat, infrastructures...) et secteurs du milieu rural (économie, politique, socioculturel, environnement...) doivent ainsi évoluer simultanément dans une dynamique cohérente et une interaction harmonieuse. Le développement rural comprend le développement agricole, qu'il associe et intègre au développement d'autres secteurs et d'autres activités socio-économiques du milieu rural dans une dynamique cohérente et systémique.

Vision

La vision de l'Institut Supérieur de Développement de Bunia est d'être une université compétitive et performante au service du développement socio-économique et de l'équilibre environnemental dans la Province de l'Ituri, la République Démocratique Congo, la région des grands lacs et dans le monde

Mission

L'Institut Supérieur de Développement de Bunia a pour mission de :

Au niveau de l'enseignement :

- Offrir une formation de qualité qui répond aux besoins et aux défis du moment ;**
- Rendre les études plus accessibles à tous ceux qui sont dans les critères mise en place par le ministère de tutelle.**

Au niveau de la recherche :

- Promouvoir une recherche axée sur le développement durable répondant aux besoins réels de la société;**
- Mener une recherche fondamentale pour l'amélioration de la qualité des enseignements au sein des filières développées à l'Institut Supérieur de Développement de Bunia.**

Au niveau des services à la société :

- Créer des interfaces sociales pour la valorisation de la recherche au sein de la communauté.**

Quatre domaines d'action

indissociables

L'appréciation des résultats qu'obtiennent les ADR met souvent l'accent sur leur efficacité technique et économique et les adhérents des organisations ainsi que les intervenants extérieurs ont des attentes fortes dans ce domaine. Cependant, et ainsi que le met en évidence la figure 1, les ADR agissent aussi dans d'autres

domaines qui conditionnent la crédibilité interne des ADR et influent sur les résultats technico-économiques qu'elles obtiennent.

Malgré les limites constatées, les ADR s'efforcent d'agir dans quatre domaines.

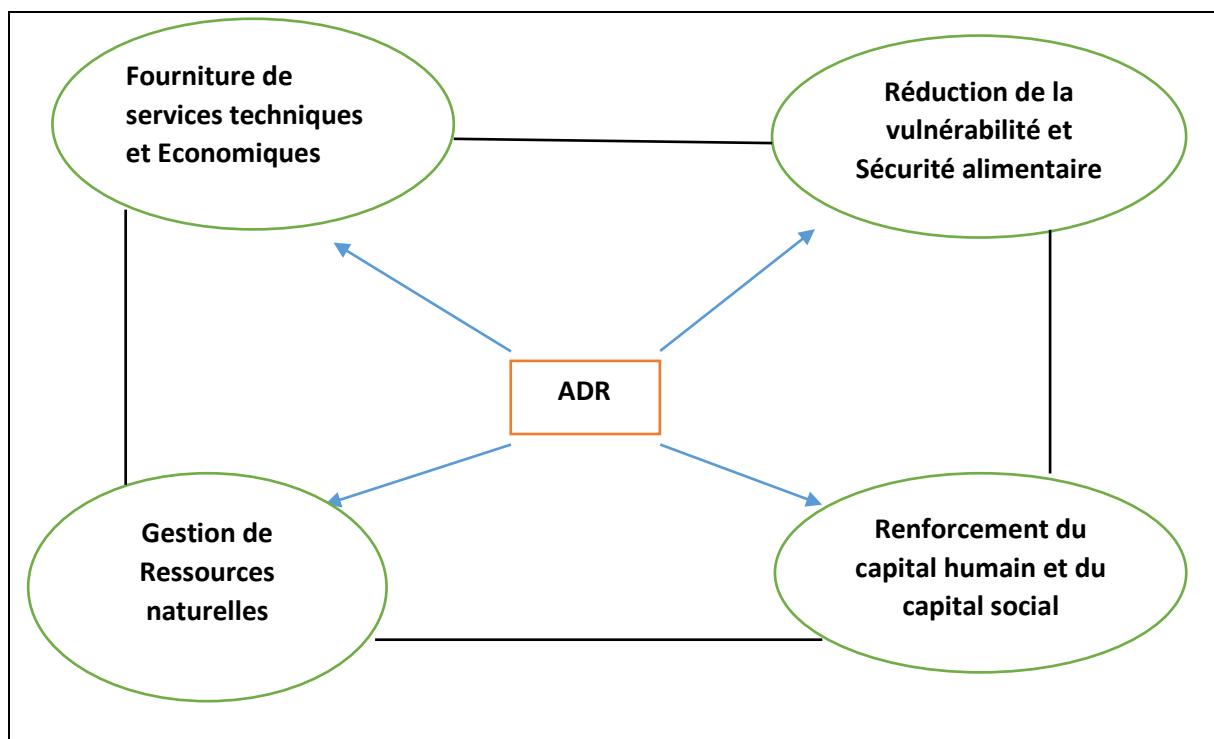


Figure 1. Les quatre domaines d'action des ADR.

LA FOURNITURE DE SERVICES TECHNIQUES ET ECONOMIQUES

Les ADR prennent en charge directement ou en partenariat avec d'autres acteurs publics et privés, des fonctions indispensables à l'amélioration de la production et des revenus des agriculteurs (appui à l'innovation, mise en marché, etc.). Les ADR ne peuvent pas et n'ambitionnent pas de se substituer aux

autres acteurs : elles cherchent à améliorer les coordinations existantes et pallient souvent, à travers l'action collective, des défaillances d'autres acteurs (les pouvoirs publics, les acteurs des filières) ou institutions (les marchés). Dans certains cas, les ADR s'efforcent de créer des alternatives aux services offerts par des acteurs privés, lorsque les conditions que ces derniers ne sont pas favorables aux producteurs ; elles permettent alors de créer une concurrence en limitant des situations de quasi-monopole.

LA GESTION DES RESSOURCES NATURELLES

En formant l'essentiel des membres de base des ADR, les exploitations familiales constituent des systèmes d'activités complexes basés sur un usage raisonné des ressources naturelles. Dans des situations de forte densité démographique qui génèrent une pression accrue sur les ressources naturelles, nombre d'ADR apportent une contribution significative à la mise en place de règles prenant en compte l'environnement et fournissent des services environnementaux.

LA REDUCTION DES RISQUES ET L'AMELIORATION DE LA SECURITE ALIMENTAIRE.

Le contexte actuel se caractérise par l'accroissement des chocs auxquels sont

soumis les ruraux (climat, prix, etc.). La vulnérabilité des populations rurales est un élément critique qui peut entraîner des chutes brutales dans la pauvreté. Les ADR peuvent apporter une contribution significative à la stabilisation et à la diversification des revenus des ménages pauvres en milieu rural. Elles contribuent ainsi à accroître la résilience des sociétés locales et leurs capacités à s'adapter et à se transformer.

LE RENFORCEMENT DU CAPITAL SOCIAL ET HUMAIN.

Les ADR sont des lieux d'apprentissage de la décision collective et contribuent à renforcer le capital social et humain, souvent au-delà des membres directs des

organisations (une ADR regroupant un nombre limité de producteurs joue souvent un rôle dynamisant dans un village).

A travers ces quatre domaines d'action, les ADR contribuent à la production de biens marchands, de biens publics et contribuent aux équilibres au sein des sociétés locales et qui bénéficient aussi à la société dans son ensemble. Ces différentes fonctions sont indissociables.

Les agriculteurs familiaux ne peuvent être appréhendés seulement comme des « producteurs ».

La production est, certes, au cœur de leurs préoccupations dès lors qu'elle conditionne la sécurité alimentaire de la famille et la satisfaction des besoins

monétaires ; elle est indissociable de la gestion des ressources naturelles (souvent perçues comme un patrimoine), de l'amélioration du cadre de vie (services), de la cohésion sociale et de préoccupations concernant l'avenir des territoires dans lesquels ils vivent. A des degrés divers, les adhérents attendent des ADR qu'elles interviennent dans ces différents domaines, qu'elles contribuent à améliorer leur niveau et « mode » de vie et prennent en compte ce souci général d'équilibre. Bien sûr, toutes les OP n'ont pas forcément un impact identique dans ces quatre domaines, mais aucune ne peut réellement perdurer en n'ayant que des résultats dans un seul domaine ; la

viabilité sociale d'une organisation et son efficacité économique sont interdépendantes.

Les activités des organisations, à un moment donné, reflètent la situation de l'environnement économique et institutionnel dans lequel opèrent les agriculteurs. L'investissement des ADR dans certaines activités évolue ; ainsi, certaines activités peuvent soit disparaître de leur « portefeuille d'activités » si des acteurs ayant compétence les prennent en charge de manière efficace soit y demeurer afin d'exercer une saine concurrence vis-à-vis d'autres acteurs qui pourraient abuser de positions de monopole.

CONCLUSION

Quatre points ont notamment été soulignés.

- ✓ L'affaiblissement des institutions de recherche a un impact sur la production, ainsi que cela a été mis en

évidence dans d'autres provinces de la RDC par exemple.

- ✓ Le renforcement des processus d'innovation dans les exploitations familiales (dans une perspective de développement durable, favorable aux pauvres), suppose que les OPR jouent un rôle accru dans la mise en place des institutions concernées et dans la définition de leurs orientations.

Cette innovation institutionnelle doit s'accompagner d'une intensification des efforts afin :

- de soutenir les dispositifs mis en place par des ADR pour « capitaliser et diffuser les innovations paysannes qui résolvent beaucoup de problèmes » ; de créer des

conditions pour que les agriculteurs, à travers les ADR, puissent influencer sur les orientations de la recherche ;

– de renforcer les moyens nécessaires aux ADR pour réduire les inégalités en matière d'accès à l'information scientifique.

✓ Les ADR ne peuvent jouer leur rôle d'intermédiation entre les agriculteurs et les autres acteurs qui contribuent à l'innovation technique que si le contexte institutionnel dans lequel elles agissent est plus favorable à leurs initiatives. Cela suppose :

– de réduire les inégalités en matière d'accès à la science et à ses résultats car « la compétitivité des agriculteurs est

aussi menacée par l'inégalité des potentiels scientifiques des différents territoires en Ituri » ; cela passe, dans beaucoup de cas, par la reconstruction de dispositifs publics de recherche, dotés de ressources conséquentes, qui travaillent avec les ADR selon des modalités clairement définies, qui produisent des résultats qui sont des biens publics et qui prennent en compte deux dimensions essentielles : résoudre des problèmes à court terme que rencontrent les agriculteurs mais aussi leur permettre d'anticiper ;

– de mettre en place les dispositifs institutionnels nécessaires pour que les institutions techniques a l'image de l'ISDR

Bunia mais aussi de développement prennent en compte la parole des ADR et puissent intégrer leurs préoccupations dans la programmation de la recherche ;

– de mettre en place les dispositifs institutionnels qui corrigent les défaillances du marché en matière de crédit, d'accès aux intrants, de commercialisation.

- ✓ Enfin, cela soulève la question de la négociation entre la recherche publique, les ADR, les ONGs/Agences et les pouvoirs publics.

Nous vous remercions pour votre attention soutenue.